

récemment investi 12,5 millions de dollars pour agrandir la firme de productions chimiques Terochem Laboratories Ltd d'Edmonton. La plus large part de la production de l'installation sera exportée aux États-Unis.

« Il ne fait pas de doute que l'ALE a grandement influencé l'intérêt de Laporte pour Terochem », affirme M. Gerard Tertzakian, le fondateur de Terochem. « L'Accord lui permet de vendre ses produits aux États-Unis en franchise de droits en maintenant sa production au Canada. Laporte préfère notre façon de mener des affaires, nos affinités culturelles avec le R.-U. ainsi que notre situation sur le plan des règlements et des lois. »

L'attrait du Nord

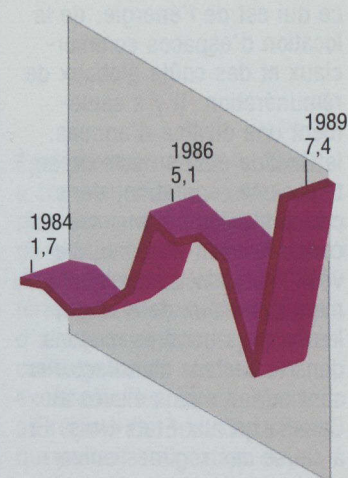
Avec le grand marché continental auquel l'Accord de libre-échange leur donne accès, les investisseurs se sentent assez audacieux pour réexaminer la rentabilité d'un investissement au Canada, où les bénéfices sont souvent plus élevés et les frais d'exploitation moins élevés qu'aux États-Unis.

En 1988, les bénéfices des entreprises avant imposition représentaient 10,4 % du PIB au Canada contre 6,3 % aux États-Unis. Les bénéfices des entreprises après imposition représentaient 7,3 % au Canada contre 3,4 % aux États-Unis.

Cette situation intéressante s'explique dans le contexte de la grande tendance au raffermissement que l'on observe dans l'économie canadienne. Entre 1983 et 1988, le PIB du Canada s'est accru à un taux annuel moyen de 4,7 %, soit le taux de croissance le plus élevé parmi les grands pays industrialisés. Malgré un ralentissement de la tendance en 1989, les investissements des entreprises restent soutenus et continuent de soutenir la croissance de l'économie pour la septième année consécutive.

Volume brut des investissements étrangers directs au Canada, 1984-1989

(milliards \$ - total semestriel)



Source: Statistique Canada

Le Programme canadien de développement des investissements

La situation de l'investissement étranger au Canada s'est radicalement transformée. En 1985, le Canada enregistrait des sorties nettes de capitaux totalisant 2,8 milliards de dollars; mais en 1988, il affichait des importations nettes d'investissements directs de 5,1 milliards de dollars. Et la tendance s'est poursuivie en 1989, quoiqu'à des niveaux un peu moins élevés.

Ce spectaculaire retournement a été largement attribuable au Programme de développement des investissements (PDI) que le gouvernement canadien a lancé en 1985 pour redresser l'économie en stimulant l'investissement. Le but du Programme était d'abord de faire savoir que « le Canada se relançait en affaires ». Et il y a effectivement réussi car, à l'étranger, on perçoit de plus en plus souvent le Canada comme un lieu d'investissement intéressant.

Le Canada a prouvé qu'il fait bon accueil à l'investissement étranger. Le rôle du PDI, maintenant bien mieux défini, est de promouvoir activement les investissements sous la forme de coentreprises, d'associations stratégiques et de transferts de technologie. Le Programme a pour défi constant de promouvoir les projets d'investissement qui feront du Canada un pays plus innovateur et davantage concurrentiel sur les marchés mondiaux.

Afin d'identifier les priorités du Canada en matière de commerce et d'investissement, le personnel du PDI collabore étroitement avec le ministère fédéral de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, ainsi qu'avec les gouvernements provinciaux et régionaux. Les initiatives promotionnelles menées dans le cadre du Programme utilisent essentiellement des techniques qui favorisent un contact spécifiquement axé sur des entreprises ou groupes

d'entreprises donnés. Ce sont notamment des programmes de visites de sociétés, des campagnes d'envois postaux directs, des initiatives de télémarketing ainsi qu'une participation à des expositions et à des missions sur l'investissement.

Le PDI a d'abord privilégié les investissements depuis les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Japon — d'où provenaient 95 % de tous les investissements étrangers directs réalisés au Canada en 1985. Mais le Programme reflète aujourd'hui la prolifération des sources d'investissement. Le PDI couvre maintenant d'autres pays européens, les pays de la bordure du Pacifique et le Moyen-Orient. En fait, ce sont les sources non traditionnelles qui affichent les meilleures perspectives de croissance en ce qui concerne les investissements étrangers au Canada.

Le PDI est exécuté par les missions du Canada à l'étranger que gère Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada. Les missions à Londres, Paris, Bonn, New York, Los Angeles, Tokyo, Hong Kong et La Haye ont un personnel spécifiquement chargé du Programme. Quarante-trois missions du Canada à l'étranger font actuellement une promotion active de l'investissement.

Les résultats obtenus sur le plan de l'investissement résultent des efforts du PDI et de divers organismes, tout comme l'attrait économique qu'exerce le Canada. Comme l'affirme John Crosbie, ministre canadien du Commerce extérieur, « nos efforts ont porté fruit, et on reconnaît maintenant à l'étranger les performances et les perspectives économiques du Canada. Voilà qui me semble expliquer pourquoi nous attirons chez nous des apports sans précédent d'investissements étrangers directs depuis 1985. »